



## **Sections de la Lozère**

### **Comité Technique Local du 24 novembre 2015**

Monsieur le président,

Tout comme vous tous, nos organisations sont profondément choquées et indignées par les attentats criminels qui ont été perpétrés vendredi 13 novembre à Paris. Elles tiennent donc à témoigner de leur soutien et de leur solidarité à l'ensemble des familles touchées par cette tragédie. Elles saluent la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services et entreprises publics, qui montrent en chaque circonstance, leur engagement au service des populations.

Nos militants et nos syndiqués continueront plus que jamais à défendre au quotidien les valeurs de solidarité, de paix et de fraternité, valeurs essentielles de la démocratie et de notre république. Alors que notre société vit une crise économique et sociale terrible, ces fondamentaux doivent être réaffirmés plus que jamais.

Le comité technique de réseau (CTR) avec pour principal point de l'ordre du jour le volet emplois du PLF pour la DGFIP aurait dû être convoqué le 18 novembre 2015.

Pour 2016, il prévoit 2.130 suppressions d'emplois qui s'ajoutent au 25.000 qui ont déjà eu lieu depuis 13 ans, et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement, soit des mesures qui vont une fois de plus accélérer la dégradation des conditions de vie au travail, les restructurations et affaiblir la capacité de la DGFIP à exercer ses missions. Tout ceci sur toile de fond du lancement de la retenue à la source, la mise en place de la réforme territoriale dans l'ambiance délétère d'un discours anti fonctionnaires.

Face à cela, nos syndicats nationaux ont appelé à une journée de mobilisation avec pour revendications :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires,
- le comblement immédiat des vacances d'emplois,
- le maintien du réseau de la DGFIP et l'arrêt des restructurations,
- le maintien et le développement des missions de la DGFIP,
- le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité,
- le maintien des statuts particuliers nationaux et du code du travail ainsi que le respect de nos droits et garanties,
- le rejet des corps interministériels,
- le retrait des fiches de la Direction Générale remettant en cause les mutations et affectations,
- le déblocage des salaires et l'augmentation du point d'indice,
- l'abandon du RIFSEEP et le refus de toute modulation du régime indemnitaire.

Cependant, compte tenu du contexte particulier découlant des attentats, ils ont pris acte de l'impossibilité d'organiser le rassemblement de Bercy et ceux prévus dans les départements le 18 novembre.

Ils ont reporté leur légitime action de grève à une date ultérieure qu'ils communiqueront prochainement aux agents. Ils réaffirment toutefois plus que jamais leurs revendications et leur engagement pour un service public, fiscal, économique, financier et foncier de qualité et donc maintiennent leur demande d'audience aux Ministres.

S'agissant des instances paritaires, nous rappelons que depuis plusieurs mois, les temps forts du dialogue social se résument à de la communication pour le gouvernement et à du mépris vis à vis des organisations syndicales.

Ainsi le comité technique de réseau (CTR) du 28 septembre dernier a montré que pour le Directeur Général, le dialogue social se limite de fait à des échanges lui permettant de dire qu'il a consulté les représentants des personnels pour ensuite, mettre en œuvre ses propres décisions. Devant ce constat d'échec du dialogue, les organisations syndicales ont dû quitter le CTR.

Bien plus que de dialogue social, il faut dorénavant parler de monologue social, voire de monologue du recul social.

L'ordre du jour de ce présent CTL de la Lozère en est ainsi une excellente démonstration.

Ainsi dans le cadre de la « démarche stratégique » qui mène au démantèlement de la DGFIP et des DDFiP, ce CTL a pour objet unique d'acter sans aucun débat préalable, le démantèlement du SIP de Mende et de sa fiscalité immobilière après celui du réseau de trésoreries et avant, n'en doutons pas, celui des SIE !

Rien d'étonnant après tout cela que la DDFiP de la Lozère doive rendre 7 emplois au budget de l'Etat.

Nous espérons cependant que vous trouverez la force de résister à la tentation de supprimer l'emploi B de la FI et que les règles du jeu concernant la participation des agents de l'actuelle cellule CSP à l'accueil du SIP ne feront l'objet d'aucune remise en cause.

Nous déplorons également de n'être sollicités sur ce projet que dans le cadre du CTL. Nous aurions peut-être trouvé courtois qu'on nous propose de participer aux groupes de travail préalables.

A minima, nous estimons qu'en matière de lisibilité, dans la perspective des mouvements locaux suite aux premières affectations et aux mouvements complémentaires, une réunion avec le responsable du pôle pilotage et ressources serait la bienvenue.

Les autres points à l'ordre du jour ne dérogent pas au sens particulier du dialogue social dénoncé plus avant. Tous sont déjà actés.

Dans ces conditions, pour Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP, ce mépris des instances de concertation nous obligent à ne pas participer à cette séance. D'ailleurs, si nous osions, nous rajouterions « nous y perdrons notre temps ! ».